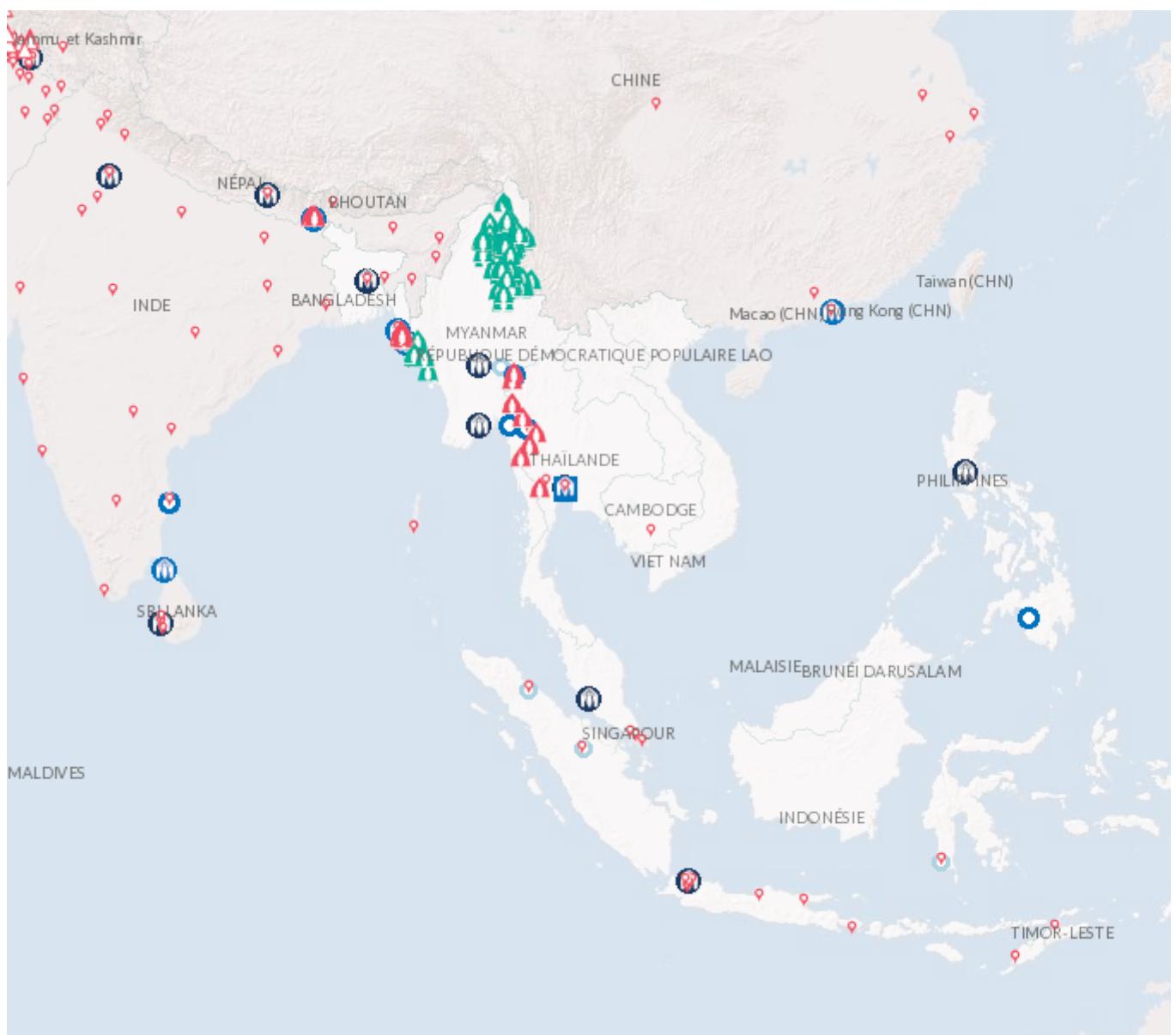


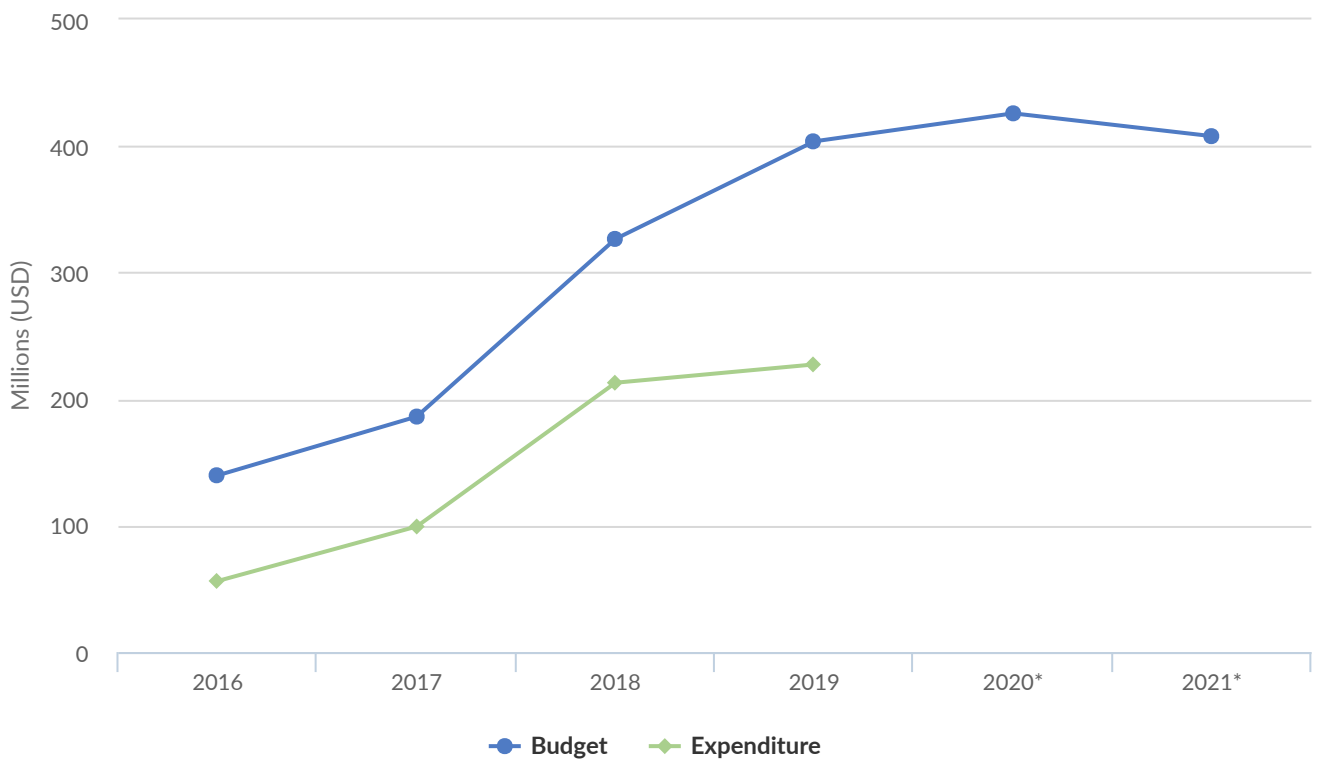
Subregion: South East Asia

| Bangladesh | Brunei Darussalam | Cambodge | Indonésie | République démocratique populaire lao | Malaisie | Mongolie | Myanmar | Philippines | Singapour | Thaïlande | Timor-Leste | Vietnam |

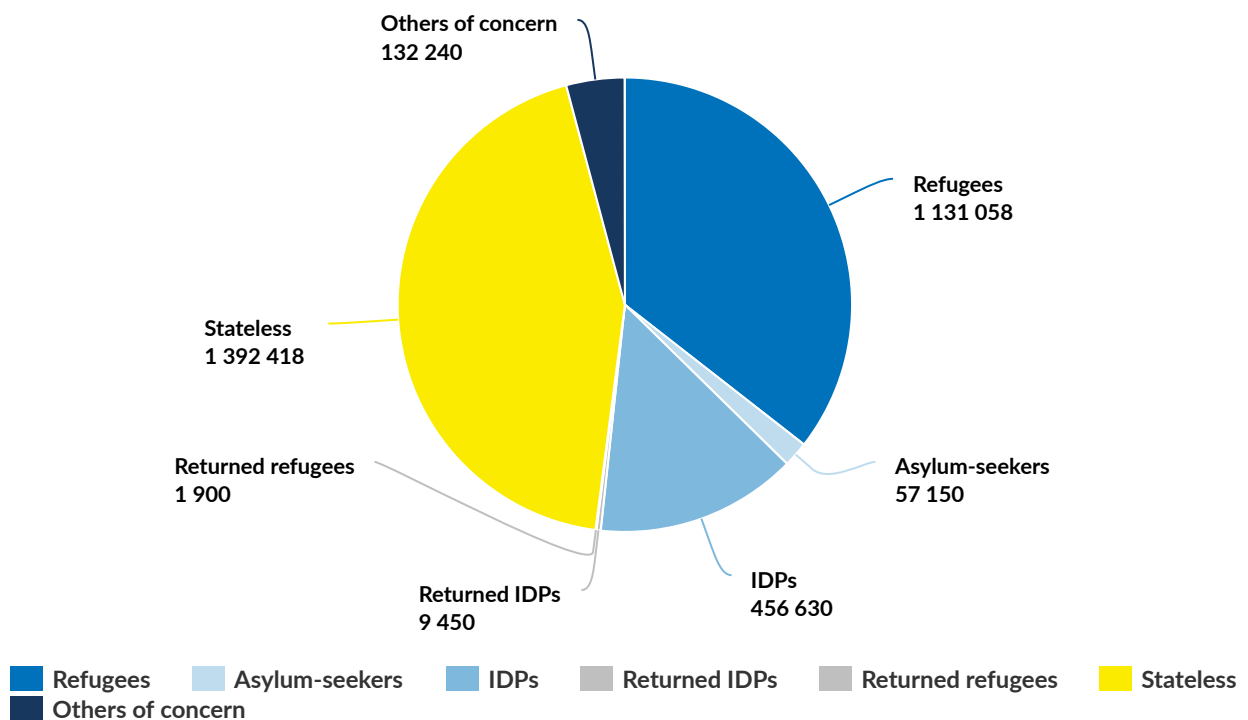


The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Budgets and Expenditure in Subregion South East Asia



People of Concern - 2021 [projected]



Les informations opérationnelles concernant la sous-région de l'Asie du Sud-Est sont présentées ci-dessous. Un résumé peut également être téléchargé au format PDF. Cette sous-région couvre les pays suivants :

Bangladesh | Brunéi Darussalam | Cambodge | Indonésie | Malaisie | Myanmar | Philippines | République démocratique populaire lao | Singapour | Thaïlande | Timor-Leste | Viet Nam |

RÉSUMÉ DU PLAN 2021

Environnement opérationnel

Les populations originaires du **Myanmar** continuent de former le groupe le plus nombreux de personnes relevant de la compétence du HCR en Asie du Sud-Est, avec 1,1 million de réfugiés et demandeurs d'asile accueillis dans la région ; près de 600 000 Rohingyas apatrides qui vivent encore au Myanmar, dont un quart de déplacés internes ; et plus de 200 000 autres déplacés internes au Myanmar. La grande majorité des réfugiés du Myanmar sont des Rohingyas originaires de l'État rakhine, dont 860 000 sont accueillis par le Bangladesh, avec d'importantes populations se trouvant aussi en Malaisie et en Inde. Quelque 93 000 réfugiés originaires du sud-est du Myanmar continuent aussi d'être accueillis en Thaïlande.

Les solutions pour ces populations sont restées difficiles à trouver. Alors que les Rohingyas restent l'objet de restrictions discriminatoires à l'encontre de leur citoyenneté et de leurs déplacements, l'environnement de protection dans l'État rakhine n'est toujours pas propice au retour volontaire des réfugiés, avec des conditions empirant en 2020 en raison du conflit entre les militaires du Myanmar et l'Armée d'Arakan, un groupe armé ethnique rakhine. La pandémie de COVID-19 a ralenti les progrès réalisés sur le retour et les autres solutions envisagées pour les réfugiés originaires du Myanmar en Thaïlande.

En 2021, le HCR s'efforcera d'encourager les progrès envers des solutions pour les personnes relevant de sa compétence originaires du Myanmar. Au **Myanmar**, il visera une expansion des activités dans le cadre du mémorandum d'accord tripartite conclu entre le HCR, le PNUD et le Gouvernement du Myanmar afin d'améliorer les conditions dans l'État rakhine. Il plaidera aussi pour un soutien régional afin de soutenir les efforts du Gouvernement en vue d'appliquer les recommandations de la Commission consultative sur l'État rakhine et la Stratégie nationale de 2019 sur la réinstallation des déplacés internes et la fermeture des camps où ils sont hébergés.

Au **Bangladesh**, tout en continuant de répondre aux besoins humanitaires essentiels et de protection des réfugiés, le HCR collaborera avec ses partenaires pour déployer des initiatives qui consolident la résilience des réfugiés et les préparent à des solutions, notamment un projet pilote d'éducation respectant le curriculum du Myanmar qui a été retardé en 2020 en raison des restrictions dues au COVID-19. En **Inde**, en **Malaisie** et dans d'autres pays qui accueillent des réfugiés originaires du Myanmar, le HCR recherchera des mesures plus inclusives qui élargissent l'accès des réfugiés à l'éducation et aux moyens de subsistance, et réduisent leur exposition aux risques de détention indéfinie, de trafic et de traite des êtres humains. Dans l'ensemble de la région, le HCR préconisera une approche globale des solutions soutenue par les principaux acteurs dans la région et au-delà, notamment avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

La principale difficulté pour le HCR en Asie du Sud-Est est le manque de cadres juridiques nationaux établis et le faible taux d'adhésion aux principaux traités internationaux, en particulier la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et les conventions sur l'apatridie. En 2020, l'espace de protection déjà restreint a été encore érodé par l'impact socioéconomique de la pandémie, qui a eu des répercussions profondes sur les personnes relevant de la compétence du HCR ainsi que sur la mise en œuvre par l'organisation de ses activités de protection et de recherche de solutions. La perte de revenu, en particulier pour les réfugiés qui travaillent dans le secteur informel et vivent en milieu urbain, a sapé la capacité des personnes relevant de sa compétence à s'acheter des produits alimentaires et à payer leur loyer et eu des répercussions sur un vaste éventail de questions. Le HCR continuera son plaidoyer en faveur de l'inclusion des personnes relevant de sa compétence dans les systèmes nationaux et s'emploiera à étendre l'utilisation des aides en espèces selon les besoins.

En **Malaisie**, l'incertitude politique actuelle, les mouvements maritimes de réfugiés rohingyas et l'impact socioéconomique de la pandémie ont restreint l'espace d'asile et alimenté les sentiments négatifs à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile. L'accès aux centres de détention et aux réfugiés arrivés par mer n'était pas autorisé. Le développement du régime national d'asile et l'introduction d'une politique relative aux réfugiés qui accorderait aux réfugiés et demandeurs d'asile une autorisation temporaire de séjour et la possibilité de trouver un travail légal, ont été ralentis par des blocages politiques. En 2021, le HCR continuera de s'engager en faveur de l'élaboration d'un régime d'asile durable et de renforcer la protection communautaire et de proximité.

Au cours de l'année passée, la province **indonésienne** d'Aceh a vu près de 400 réfugiés rohingyas arriver par bateau qui avaient besoin d'une prise en charge complète en termes de protection et d'assistance. L'impact de la pandémie de COVID-19 et le manque d'opportunités en matière de solutions durables dans des pays tiers ont eu de graves conséquences sur la santé mentale des réfugiés, avec plusieurs suicides et tentatives de suicide en 2020. En 2021, le HCR aidera le Gouvernement à garantir la protection des réfugiés, en concentrant ses efforts sur l'élargissement de l'accès à l'éducation, la formation professionnelle et les possibilités d'autosuffisance.

La diminution du nombre d'offres de réinstallation et le recul du droit légal de travailler en **Thaïlande** signifie pour les réfugiés qu'ils restent dans le pays pour de plus longues périodes, exposés à une insécurité financière croissante et aux facteurs de stress pour leur santé physique et mentale qui y sont liés. Un ensemble de solutions sera envisagé pour les réfugiés dans des situations prolongées, tout en se focalisant davantage sur la protection communautaire des réfugiés en milieu urbain.

Stratégie : réponse et mise en œuvre

Dans le cadre de sa stratégie de retrait responsable aux **Philippines**, le HCR a collaboré étroitement avec les acteurs gouvernementaux pour renforcer leurs capacités. L'organisation continue de jouer un rôle de catalyseur pour soutenir la coordination entre le Gouvernement et la société civile afin d'améliorer l'environnement de protection. Le HCR apporte aussi un appui au Comité directeur interagences sur la protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides.

Certaines des plus importantes populations apatrides résident dans la sous-région de l'Asie du Sud-Est, notamment au Brunéi, au Cambodge, en Malaisie, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam. En 2021, le HCR entend continuer d'assister les opérations sur le terrain à prévenir l'apatridie, conformément aux stratégies mondiales et à la campagne pour l'élimination de l'apatridie. L'organisation continuera de s'appuyer sur sa relation de longue date avec la Commission de l'ANASE sur la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants et augmentera ses activités de promotion de l'identité légale et de l'enregistrement des naissances.

2021 Budget for South East Asia | USD

Operation	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Bangladesh	294,469,721	0	0	0	294,469,721
Indonesia	14,257,115	520,476	0	0	14,777,591
Malaysia	19,729,487	327,858	0	0	20,057,345
Myanmar	5,359,420	27,319,202	0	19,999,429	52,678,051
Philippines	698,821	359,849	0	2,599,348	3,658,017
Thailand Multi- Country Office	20,274,360	1,893,395	0	0	22,167,755
Total	354,788,924	30,420,780	0	22,598,777	407,808,480
